Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 241

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne
Hebdomadaire romand
No 241 20 septembre 1973
Dixième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1973: 12 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Eric Baier
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
Jean-Claude Favez
Gilbert Rist

241

Domaine public

Le chagrin et la pitié, la colère surtout

24 avril 1971. Les élections municipales chiliennes, vingt jours auparavant, ont donné 49,75 % des suffrages exprimés à l'Unité populaire. Le « New Yorker » publie une caricature: deux hommes d'âge mûr, visiblement fortunés, lisent le journal dans un salon. L'un d'eux, indigné, lève la tête et s'exclame: « Si un communiste peut gagner une élection libre, j'affirme qu'il y a quelque chose qui ne joue pas avec les élections libres! ». Et dans ce cas, il faut trouver autre chose. Autre chose, c'est-à-dire les étapes qui, depuis l'élection d'Allende jusqu'à son assassinat, ont marqué l'intensification de la lutte des classes, au Chili (voir dossier en pages 2 et 3).

La droite chilienne, enfermant l'Unité populaire dans une exigence permanente de légalité, défi accepté et relevé avec une rare intelligence par les gouvernements qui se succèdent depuis trois ans à Santiago, aussi habiles sur ce terrain que leurs adversaires, se permettait de recourir aux actions illégales. C'est surtout après que les élections législatives de mars 1973 eurent montré une consolidation des positions de la gauche que ses ennemis, désespérés de la légalité bourgeoise, prirent l'initiative de la guerre civile.

Voilà trois mois au moins que se multiplient les attentats (128 entre le 1er juillet et le 6 août), voilà deux mois et demi que des forces armées fouillent les usines et les écoles à la recherche d'armes; c'est également dans l'atmosphère du coup d'Etat manqué du 29 juin que des unités de marine loyales sont désarmées par leurs officiers, que des soldats et des sous-officiers sont arrêtés, battus, ou harangués et menacés par ceux dont la glorieuse devise est aujourd'hui diffusée par la radio rebelle: « Ordre, discipine et hiérarchie » (le Brésil n'avait jamais osé effacer le progrès de son drapeau, ni même Vichy, friand des triplets inscrits en lettres d'or aux frontons), ces trois mots empruntés au seul vocabulaire des militaires.

A l'heure où nous écrivons, la résistance se poursuit et s'organise. Elle nous concerne tout autant que nous concernait cette tentative d'ouvrir une voie pacifique vers le socialisme. Non pas que la guerre civile soit un processus sans risque pour la société à reconstruire sur ses ruines, et que l'on puisse en attendre quelque progrès, mais parce qu'il importe de sauver ce qui a été acquis par trois ans d'unité populaire: la prise des richesses nationales, la redistribution des ressources, les amorces d'un contrôle populaire de la production industrielle et agricole, la créativité artistique, la dynamisation des organisations scolaires et médicales, la protection de l'environnement, pour ne citer que ces exemples.

L'échec n'est pas à exclure, qui en appelle alors à notre solidarité. Car la terreur blanche, alors, sera à l'image des premières exécutions perpétrées par les insurgés: atroce, générale, de sang-froid. Les massacres seront, à n'en pas douter, proportionnels au chemin parcouru par ce pays depuis novembre 1970, chemin qu'aucun pays au monde n'a suivi aussi loin, partant d'aussi bas pour être arrêté en pleine course.

Un des marins torturé pour son loyalisme, il y a plus d'un mois déjà, craignait que le Chili vive bientôt une « solution » à l'indonésienne.

Notre solidarité active avec les victimes de la répression, la mise au ban des putschistes, la mise en évidence des responsabilités étrangères, et l'analyse du capitalisme sauvage dans les pays en voie de développement (sauvage, mais dirigé depuis des centres européens et nord-américains), notre colère, enfin, sauront surmonter le chagrin et la pitié.

Dans ce numéro: la manif Portugal — Jura: le compte à rebours est commencé — La VPOD s'oppose fermement à tout blocage des salaires.